

Compte-rendu de la réunion

du Conseil Municipal

du 13 octobre 2011

Monsieur le Maire ouvre la séance à 20h.

Le Conseil Municipal désigne, à l'unanimité, Monsieur Joël TARDIF, secrétaire de séance.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'examiner en fin de réunion, les questions diverses.

Monsieur Roger RIBAUT, au nom des élus de Bréal Autrement, souhaite prendre la parole. Il transmet à Monsieur le Maire un préavis de grève dont le texte est annexé au présent compte-rendu et sollicite une réunion extraordinaire du Conseil Municipal, dès la semaine prochaine.

Les élus de Bréal Autrement quittent la salle.

Le quorum étant atteint, la réunion se poursuit en toute légalité.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte de débattre des questions diverses.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que suite à l'absence de Madame Marie-Françoise DEMAY, Adjointe aux Affaires Scolaires, la question de l'évolution des effectifs scolaires et de leur accueil est reportée.

1) Rapport d'activités 2010 de la Communauté de Communes de Brocéliande

Monsieur le Maire et les délégués de la Communauté de Communes de Brocéliande présentent le rapport d'activités de la Communauté 2010. Ce rapport a été transmis préalablement à chaque conseiller municipal.

Ce rapport est consultable sur le site de la Communauté de Communes de Brocéliande à l'adresse : www.cc-broceliande.fr/accueil

Le Conseil Municipal prend acte de ce rapport.

2) Rapport d'activités 2010 du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS)

Monsieur le Maire et les délégués de la Commune auprès du CIAS présentent le rapport d'activités du CIAS 2010.

Ce rapport est consultable sur le site du CIAS à l'adresse : www.cias-ouest-rennes.fr

Le Conseil Municipal prend acte de ce rapport.

3) Budget principal - décision modificative n° 2

Pour certaines opérations, les crédits inscrits au budget sont insuffisants.

Monsieur Xavier HEBERLE au nom de Madame Marie-Françoise DEMAY, informe que suite à l'augmentation des effectifs à la rentrée scolaire, la Commission "Affaires Scolaires" propose une revalorisation des crédits accordés dont voici le détail pour chaque école :

Ecole Maternelle Publique Pierre Leroux		
Imputation	Libellé	Montant
6067	Fournitures scolaires (30.98 €/enfant) 30.98 € X 16	495.68 €
6067	Fournitures scolaires : matériel pédagogique Nouvelle classe	353.58 €
6574	Subvention à l'APE : * Activités Extrascolaires (10.50 €/enfant) 10.50 € X 16 * Arbre de Noël (2.21 €/enfant) 2.21 € X 16	168.00 € 35.36 €

Ecole Primaire Publique Pierre Leroux		
Imputation	Libellé	Montant
6067	Fournitures scolaires (30.98 €/enfant) 30.98 € X 22	681.56 €
6574	Subvention à l'APE : * Activités Extrascolaires (10.50 €/enfant) 10.50 € X 22	231.00 €

Ecole Privée Jeanne d'Arc		
Imputation	Libellé	Montant
6067	Fournitures scolaires (30.98 €/enfant) 30.98 € X 8	247.84 €
6574	Subvention à l'AEPEC : * Activités Extrascolaires (10.50 €/enfant) 10.50 € X 8 * Arbre de Noël (Ecole Maternelle : 2.21 €/enfant) 2.21 € X 1	84.00 € 2.21 €

Monsieur Bernard ETHORE, Adjoint aux Finances, émet une réserve d'un point de vue comptable pour inscrire la totalité des crédits du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 pour les postes "fournitures scolaires" et "activités extrascolaires".

Plusieurs conseillers partageant cet avis, Monsieur le Maire soumet au vote du Conseil la question suivante :

"Etes-vous favorable à un versement de la totalité des crédits pour les postes fournitures scolaires et activités extrascolaires ?"

Oui : 5 voix

Non : 17 voix.

Cette question sera examinée par la Commission "Affaires Scolaires".

Monsieur Bernard ETHORE, Adjoint aux Finances, informe le Conseil Municipal que pour certains chantiers des crédits supplémentaires sont nécessaires :

- la modification de l'installation électrique à la cantine pour le nouveau lave-vaisselle,
- l'aménagement du nouveau camion acheté pour les services techniques,
- la modification du PLU,
- la préparation de la plateforme pour l'implantation du cinéma,
- l'achat d'un filet pour le baseball nécessaire pour la finale du Championnat de France.

Ces crédits seront financés par la prise en compte d'une recette non prévue lors du vote du budget (compensations pour perte taxe additionnelle aux droits de mutation) et sur les opérations dont les dépenses sont moindres par rapport aux prévisions budgétaires :

- la toiture du vestiaire de la salle omnisports,
- le changement des ouvertures à l'Ecole Maternelle,
- l'effacement de réseaux rue de l'Avenir ...

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise la décision modificative suivante :

Section de fonctionnement						
Article	Opération	Fonction	Service	Intitulé	Dépenses	Recettes
6067		211	111	Fournitures scolaires	849.26	
6067		212	112	Fournitures scolaires	681.56	
6067		211	113	Fournitures scolaires	30.98	
6067		212	113	Fournitures scolaires	216.86	
6574		025	02	Subventions de fonctionnement aux associations	483.00	
7482		01	02	Compensations pour perte taxe additionnelle aux droits de mutation		20 661.66
023		01	02	Virement à la section d'investissement	18 400.00	
TOTAL					20 661.66	20 661.66

Section d'investissement						
Article	Opération	Fonction	Service	Intitulé	Dépenses	Recettes
021		01	02	Virement de la section de fonctionnement		18 400.00
2313	14811	251	181	Immobilisations en cours - Constructions	6 500.00	
21571	20011	020	9215	Matériel et outillage de voirie - matériel roulant	500.00	
2315	60011	814	7112	Immobilisations en cours - Installations, matériel et outillage	3 000.00	
202	90011	020	02	Frais documents d'urbanisme	1 500.00	
2188	11911	412	322	Autres immobilisations corporelles	7 100.00	
2188	15011	212	112	Autres immobilisations corporelles	1 500.00	
2315	60011	314	242	Immobilisations en cours - Installations, matériel et outillage	30 000.00	
2313	11911	412	312	Immobilisations en cours - Constructions	- 7 200.00	
2313	15311	211	111	Immobilisations en cours - Constructions	- 15 000.00	
204158	50010	814	7112	Subventions d'équipement aux organismes publics - Autres	- 5 300.00	
2315	50010	814	7112	Immobilisations en cours - Installations, matériel et outillage	- 1 800.00	
2042	90010	020	02	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé	- 2 400.00	
TOTAL					18 400.00	18 400.00

4) Vote des subventions aux associations - subvention exceptionnelle au Tennis Club Brocéliande

Monsieur Xavier HEBERLE, Adjoint à la Vie Associative, a reçu une demande de subvention exceptionnelle de l'Association Tennis Club Brocéliande. Celle-ci parraine la nouvelle section de tennis sur la commune de Bréal-sous-Montfort.

Afin d'aider cette association, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de verser une subvention exceptionnelle de 1 000 €. Ces crédits seront pris à la rubrique "divers" de la délibération n° 2011/1702/8 du 17 février 2011 "Subventions aux associations pour 2011".

5) Médiathèque - aides à l'emploi en bibliothèque et à l'acquisition d'imprimés - subvention contrat de territoire avec la Communauté de Communes de Brocéliande

Dans le cadre de la mise en place par le Conseil Général du dispositif des Contrats de Territoire le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de solliciter l'aide à l'emploi dans les bibliothèques et l'aide à l'acquisition d'imprimés selon les mêmes critères que 2010.

6) Bail précaire sur la parcelle section ZP n° 208

La parcelle section ZP n° 208 exploitée par M. Marcel JEHANNIN domicilié au lieu-dit "Les Nouettes" est toujours libre.

Par délibération du 20 avril 2011, le Conseil Municipal avait décidé par 14 voix "pour", 12 voix "contre" et 1 "abstention" de ne pas louer cette parcelle à M. Gérard JEHANNIN. Ce dernier était autorisé par la Préfecture à exploiter la dite parcelle.

Une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter a été déposée par le locataire voisin "SCEA du Chesnot".

Par arrêté préfectoral du 15 septembre 2011 et signé par M. Jean CEZARD, Directeur représentant le préfet par délégation, l'autorisation d'exploiter est refusée pour la 2^{ème} fois à la SCEA du Chesnot et accordée à M. Gérard JEHANNIN.

Le critère retenu est de conforter l'exploitation la plus petite en prenant en compte le nombre d'U.T.H. (Unité de Travailleur Humain).

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) nous informe qu'un propriétaire ne peut faire un bail qu'avec des exploitants ayant obtenu une autorisation d'exploiter et si un agriculteur ayant été notifié d'un refus d'autorisation d'exploiter mettait les terres concernées en valeur, et conformément à l'article L331-7 du code rural et de la pêche maritime, l'administration serait tenue de mettre celui-ci en demeure de quitter les terres (annexe 1 : copie du courrier de la DDTM).

Lors du débat, il a été regretté qu'un appel à candidature n'ait pas eu lieu et que deux candidats se soient présentés. M. le Maire a rappelé que la première demande avait été déposée par M. Gérard JEHANNIN, ce dernier ayant subi une perte de surface agricole lors de l'extension de la ZA du Pommeret et prochainement lors de la déviation du bourg de Bréal.

Le Conseil Municipal par 11 voix "pour", 9 "abstentions" et 2 voix "contre" décide de louer à titre précaire cette parcelle à M. Gérard JEHANNIN.

7) Cession de terrain au lieu dit "La Vigne"

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de vendre la parcelle section ZB n° 109 d'une superficie de 1 400 m² à M. Jean-Paul LESEC, domicilié à Mordelles au prix de 1 000 € (avis des domaines).

L'acte sera reçu en l'étude de Maître Messenger, notaire à Bréal-sous-Montfort.

8) Assistance juridique - conventions

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise M. le Maire à signer une convention avec la Société d'Avocats DRUAIS-LAHALLE & Associés pour bénéficier de façon permanente d'une assistance de conseil juridique dans les différents dossiers relevant du droit de l'administration des collectivités territoriales hors contentieux.

9) Association du Festival du Roi Arthur (AFRA) - cautionnement

Monsieur Xavier HEBERLE, Adjoint à la Vie Associative, a fait la synthèse de ses rencontres avec Sylvain GUILLOTEAU et Jean-Pierre SELLIER, Président et Vice-Président de l'AFRA et a exposé le compte-rendu financier approximatif du festival des 26 et 27 août 2011.

Le bilan présenté fait état d'un besoin en trésorerie de 25 000 € à ce jour.

M. le Maire a proposé au Conseil Municipal d'accorder sa caution sur un emprunt à court terme (2 ans) au taux de 3.1 % près du Crédit Agricole, banque ayant travaillé avec l'AFRA.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte de cautionner cet emprunt à réaliser par l'AFRA.

Affichée à la porte de la Mairie,

Le 17 octobre 2011

Le Maire,

J. DURAND